

## Communiqué d'Hubert Wulfranc

Président du groupe des élus Communistes et Républicains / Front de Gauche  
au Conseil Départemental de Seine Maritime.

### **Menaces sur le service public postal : La direction s'emmêle, les collectivités doivent s'en mêler !**

Le groupe La Poste est placé sous les feux des projecteurs médiatiques depuis plusieurs semaines tant à l'échelle nationale qu'en Seine Maritime.

Un collectif de cabinets d'expertises agréés indépendant s'est adressé, il y a quelques jours, au Président du groupe La Poste et au Gouvernement pour leur demander de réagir au plus vite face à la dégradation des conditions de travail au sein de l'entreprise qui impactent l'état de santé des agents.

Ces experts pointent du doigt les réorganisations permanentes et les baisses des effectifs qui ont pour conséquence de confronter les facteurs à des cadences accélérées, des dépassements d'horaires importants et une surcharge de travail. Ainsi, selon le cabinet Cédact « *cette dégradation est en cours depuis longtemps. Les résistances et les capacités en santé des personnes sont amenuisées depuis un bon moment* ». Ces conditions de travail conduisent selon ces derniers à des situations dramatiques : suicides, détresse individuelle ou encore conflits entre agents. Ils accusent les différentes directions de cacher des documents et d'empêcher le bon déroulement des enquêtes menées par les CHSCT sur les conditions de travail.

Cette dégradation des conditions de travail impacte également la qualité du service public rendu à la population. En effet, les facteurs sont amenés à effectuer des tournées toujours plus importantes avec effectifs moindres et dans des délais intenable. Aussi, les retards de distribution des plis deviennent aujourd'hui monnaie courante. Alors que de nombreux facteurs n'ont déjà plus les moyens d'effectuer correctement leur mission première, à savoir distribuer le courrier, la presse quotidienne et les colis, la Poste veut leur imposer des missions supplémentaires pour générer du chiffre d'affaire, quitte à brader et à « marchandiser » l'image positive des postiers auprès de la population.

Alors que les conflits éclatent ici où là, notamment le long conflit des postiers du Havre – Aéroport, ou encore à Forges-lès-Eaux et à Gournay, la Poste entend monétiser et facturer des services rendus jusque là gratuitement par les facteurs, tels que la surveillance des personnes âgées, au travers de son offre « *Veiller sur mes parents* » ou encore, transformer ses facteurs en VRP/installateur de tablette numérique pour seniors, voir plus farfelus encore, à en faire des examinateurs du permis de conduire... Une diversification qui pourrait porter, au mieux, à sourire, si celle-ci ne se faisait pas au détriment des conditions de travail des personnels et du service public postal.

**Obnubilée par la recherche de la rentabilité, en contradiction avec la mission de service public qui lui a été confiée, la direction du groupe La Poste, relayée par ses directions régionales, s'est engagée depuis une dizaine d'années dans un mouvement d'ampleur de fermeture de ses bureaux de poste.** Des missions qui sont soit délaissées, soit externalisées au profit de commerçants, ou encore assurées au sein d'agences postales financées par les collectivités locales sur lesquelles on applique un chantage à la fermeture. C'est ainsi que 90 000 emplois ont été supprimés dans le groupe lors de la dernière décennie.

Pour imposer ses réorganisations tous azimuts et justifier son retrait, le groupe argue de difficultés financières liées à la diminution des trafics courriers. Une baisse de recettes, qui est dans les faits couverte par les hausses successives des tarifs fixés par l'ACERP (autorité de régulation des postes), largement supérieurs à l'inflation, ainsi que par l'accroissement de son activité colis portée par le développement du commerce en ligne ou encore, par les 300 à 350 millions d'euros versés par l'Etat au titre du CICE.

**Ainsi, le groupe La Poste présentait au 30 juin 2016 un résultat d'exploitation en croissance de 11,2%, hors éléments exceptionnels, loin des clichés alarmistes développés par la direction de l'entreprise pour justifier ses restructurations successives.**

Aussi, les élus Communistes et Républicains / Front de Gauche de Seine Maritime réaffirment la nécessité d'un maillage des bureaux de poste assurant un large panel de services postaux et bancaires répondant aux besoins de la population et des entreprises et exigent un service performant pour l'acheminement et la distribution du courrier, des colis et de la presse quotidienne. **Cela implique bien entendu du personnel en nombre suffisant dans les guichets ainsi que pour effectuer les tournées de distribution.**

Dans ce sens, **une partie des sommes du CICE versées aujourd'hui sans contrepartie à l'entreprise pourrait servir à abonder le fonds de péréquation national qui doit soutenir la présence postale sur les territoires.**

De plus, **nous exigeons que tous projets de transformation de bureau de poste soit soumis à l'accord préalable des conseils municipaux**, et non pas au seul accord des maires concernés, comme souhaite l'imposer la direction de La Poste à l'Association des Maires de France.

**Pour ces raisons, les élus Communistes et Républicains / Front de Gauche de Seine Maritime souscrivent et invitent à faire signer largement l'appel national « zéro fermeture de bureaux » impulsé par des usagers, syndicalistes et élus locaux pour défendre et développer le service public postal dans le cadre de la négociation du contrat de présence postale territoriale pour 2017 – 2020.**

Rouen, le 21 octobre 2016